



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

63
Gidiz: NED +
Delai

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS

Service protection de l'Environnement
Industriel et Agricole

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE,
Chevalier de la légion d'honneur,

Arrêté DDPP n°2010.84 du 7 avril 2010

Mise en demeure - Société GRAPHOCOLOR à Annecy

VU le Code de l'environnement, et notamment son article L514-1 ;

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 du Parlement et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU la circulaire DCE n° 2005-12 du 28 juillet 2005 relative à la définition du « bon état » et à la constitution des référentiels pour les eaux douces de surface (cours d'eau, plans d'eau), en application de la directive européenne 2000/60/DCE du 23 octobre 2000, ainsi qu'à la démarche à adopter pendant la phase transitoire (2005-2007) ;

VU la circulaire DCE 2006/16 du 13 juillet 2006 relative à la constitution et la mise en œuvre du programme de surveillance (contrôle de surveillance, contrôles opérationnels, contrôles d'enquête et contrôles additionnels) pour les eaux douces de surface (cours d'eau, canaux et plans d'eau) en application de la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 du Parlement et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006 - 517 du 21 décembre 2006 du préfet de la région Rhône-Alpes, coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée, définissant le programme de contrôle de surveillance de l'état des eaux du bassin Rhône-Méditerranée ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 17 mars 2008 portant nomination de M. Jean-François RAFFY, Sous-Préfet, en qualité de Secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 24 juillet 2009 portant nomination de M. Jean-Luc VIDELAINE, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées, et notamment son article 20 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007 - 3205 du 29 octobre 2007 autorisant la société GRAPHOCOLOR à exploiter un atelier de traitement de surface sur le territoire de la commune d'ANNECY ;

CONSIDERANT que GRAPHOCOLOR est une source prépondérante d'apport d'azote global sous forme de nitrates dans le Thiou à la confluence de l'isernon ;

CONSIDERANT que l'apport de nitrates par GRAPHOCOLOR en quantité supérieure aux valeurs limites définies dans l'arrêté préfectoral n° 2007 - 3205 du 29 octobre 2007 contribue à la non-atteinte de l'objectif du bon état écologique de la masse d'eau Thiou-Fier d'ici à 2015.

CONSIDERANT que les anomalies constatées par l'inspection des installations classées en ce qui concerne les rejets en azote global dans les eaux résiduaires constituent autant d'inobservations des prescriptions édictées par l'arrêté préfectoral n° 2007 - 3205 du 29 octobre 2007 ;

CONSIDERANT qu'il convient dès lors de faire application des dispositions prévues par l'article L 514-1 du code de l'environnement, et de mettre en demeure GRAPHOCOLOR de satisfaire à cette obligation dans un délai déterminé ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 1er avril 2010

SUR la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1

La société GRAPHOCOLOR dont le siège social est situé 19, avenue des vieux moulins à ANNECY est mise en demeure **sous un délai d'un an, à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter la limite de concentration et de flux en azote global dans les rejets industriels de son établissement situé à la même adresse, prescrits par l'article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2007 - 3205 du 29 octobre 2007.

Auparavant, la société GRAPHOCOLOR adressera **dans un délai de quatre mois, à compter de la notification du présent arrêté**, à l'inspection des installations classées une étude exposant les différentes solutions techniques envisageables pour réduire la concentration et le flux et en azote global, complétée par une évaluation des coûts correspondants.

Article 2

Les limites de concentration et de flux en azote global prescrits par l'article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2007 - 3205 du 29 octobre 2007 ne seront plus applicables à GRAPHOCOLOR si à l'issue de l'étude prescrire par l'article 1, la solution retenue consiste à rejeter les eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement sous réserve du respect des conditions suivantes :

- production d'une étude d'impact démontrant qu'une telle disposition ne peut nuire au bon fonctionnement de la station d'épuration urbaine ;
- acceptation par le SILA, exploitant de la station d'épuration urbaine ;
- consultation du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;
- autorisation préfectorale par arrêté complémentaire modifiant l'article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2007 - 3205 du 29 octobre 2007 ;
- raccordement au réseau d'assainissement **dans le délai d'un an** à compter de la notification du présent arrêté après obtention des autorisations précitées.

Article 3

Si à l'issue de l'étude prescrire par l'article 1, la solution retenue consiste à rejeter les eaux résiduaires dans l'Isèron, les rejets de GRAPHOCOLOR ne devront pas nuire à l'atteinte du bon état écologique de la masse d'eau Thiou-Fier défini notamment par les valeurs-limites suivantes :

- phosphates : 0,5 mg/l ;
- phosphore total : 0,2 mg/l ;
- ammoniacque : 0,5 mg/l ;
- nitrites : 0,3 mg/l ;
- nitrates : 50 mg/l.

S'il apparaît nécessaire d'évaluer l'impact des rejets de GRAPHOCOLOR sur la masse d'eau Thiou-Fier, le point de référence sera défini à la station dénommée « Fier à Poisy » située sur la commune de Lovagny, répertoriée par le code station 06070100 dans le réseau de contrôle de surveillance défini dans l'arrêté préfectoral n° 2006 - 517 du 21 décembre 2006.

En complément d'information, il peut être intéressant de mesurer l'impact dans le Thiou en aval de la confluence avec l'Isèron à la passerelle sous le pont de Gevrier (code station : 06580585).

Article 4

En cas d'inobservation des dispositions fixées à l'article 1 ci-dessus, les sanctions prévues à l'article L.514-1 du Code de l'environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

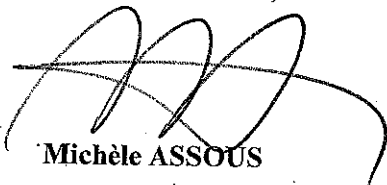
Article 5

Le présent arrêté sera notifié au président directeur général de la société GRAPHOCOLOR. Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 6

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute Savoie, Madame la directrice départementale de la protection des populations et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à monsieur le maire d'ANNECY.

Pour ampliation,
La chef de service,


Michèle ASSOUS



Pour le Préfet,
Le secrétaire général,

Signé

Jean-François RAFFY

